

Rejet du système des quotas par les partis politiques

Les différentes formations politiques rejettent le système des quotas représentatifs des femmes appliqué dans certains pays européens à l'image de la France ou de l'Espagne et des pays du Golfe tels que le Koweït.

Une position réaffirmée hier, lors du "Forum sur les femmes et la participation politique" tenu dans l'enceinte de l'Assemblée populaire nationale. Une rencontre s'articulant autour de la question : "Quelles mesures concrètes pour promouvoir une représenta-

tion accrue des femmes au sein des assemblées élues ?" Une question d'actualité à la veille des élections législatives, devant se tenir le 17 mai prochain, et au moment où les différentes formations politiques retouchent et confectionnent les listes électorales.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du programme d'appui au Parlement algérien, conduit en partenariat entre les deux chambres du Parlement et le Programme des Nations unies pour le développement avec le soutien du

ministère des Affaires étrangères. Elle fait suite à "Forum international des femmes parlementaires" tenu au mois de juin dernier.

Les Algériennes, présentes à tous les paliers de la société, sont loin d'être présentes au sein des assemblées. Amar Saïdani a, dans son allocution, souligné ce fait.

Les professions de la pharmacie et de la chirurgie dentaire, à titre d'exemple se sont féminisées à quelque 70%, celle du journalisme à plus de 56% et celle des magistrats à près

de 37%, les lycéennes et les étudiantes représentant quant à elles plus de 50% des effectifs appartenant aux seuls cycles secondaire et supérieur. "Il n'y a en fait que la profession et le champ politique qui demeurent encore insuffisamment investis par les femmes", a-t-il noté. Dans les chiffres, elles sont présentes à près de 8%.

Les représentants du Front de libération nationale (FLN), du Rassemblement national démocratique (RND), du Mouvement de la société pour la paix (MSP)

et d'El-Islah ont tour à tour mis en exergue leur volonté de mettre en avant la femme en se basant uniquement sur ses compétences et non pas sur un système de quotas. Ils souligneront aussi qu'il y a un mélange entre islam et traditions au sein de la société.

Un exemple est donné par une militante du FLN de la wilaya de Béchar qui s'est vu proposer à deux reprises (en 2002 et 2007) d'être tête de liste. "J'ai dû refuser car le problème est que le système tribal existe et que si je m'étais présentée, les premiers à ne pas voter pour moi, ce sera ma tribu."

Tout en prenant en compte ces considérations, Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs (PT) et ex-candidate à la présidentielle de 2004, notera de prime abord que "les politiques sont les responsables de la situation de la femme et non pas la société".

Celle-ci a affirmé qu'il faut se baser sur la légalité entre hommes et femmes. Pour elle, le système des quotas sera basé sur le

copinage et non pas sur les compétences." La femme, a-t-elle dit, peut prouver par son travail et ses compétences qu'elle peut accéder à des postes de responsabilité. La société reste le vecteur le plus important dans cette aspiration." Ce qui n'empêche pas de prendre en compte certaines considérations. A ce titre, Louisa Hanoune dira que certaines de ses militantes ne veulent pas, par exemple, que leurs photos apparaissent. La porte-parole du PT a déjà annoncé que 12 femmes sont têtes de liste dans sa formation.

Des réflexions qui font suite à l'allocution de Karen Jabre, responsable du programme partenariat entre hommes et femmes de l'Union interparlementaire, qui a noté qu'au niveau mondial, les femmes représentent 17% des élus dans les deux chambres.

Ce qui est sûr c'est que les femmes algériennes représentent maintenant un électorat important que les différentes formations politiques veulent gagner.

Meriem Ouyahia

L'homme n'est pas prêt à partager le pouvoir politique

Les femmes, syndicalistes, représentantes de partis politiques et du mouvement associatif ayant pris part hier au forum de la Chaîne III de la Radio nationale ont unanimement remis en cause le système des quotas appliqué par les partis politiques pour fixer la représentativité de la gent féminine en leur sein. Nouria Hafsi du Rassemblement national démocratique (RND), a estimé que le système des quotas même s'il est «anti-démocratique» est «un passage obligatoire durant cette période transitoire avant d'arriver à la démocratie et la parité homme-femme».

La présidente de l'Union nationale des femmes algériennes ira même jusqu'à lancer que «les femmes algériennes ne sont pas prêtes à participer à la vie politique». Un avis qui a été vivement contesté par Nacera Naït

Kaci, universitaire et ancienne syndicaliste. Celle-ci considère que «c'est l'homme qui n'est pas prêt à partager le pouvoir politique». «On parle de compétence quand il s'agit de femmes et non pas quand il est question d'hommes», poursuit-elle en soulignant que «la femme a toujours pris de son propre chef l'initiative de s'engager dans le militantisme sans attendre l'aval de l'homme», prenant l'exemple des moudjahidate du temps de la colonisation. De son côté, la représentante du FLN, Maître Chelouche défendra le programme de son parti. Elle dira à ce propos que «le FLN a démocratisé l'enseignement et a permis à la femme d'accéder à la politique».

Elle en veut pour preuve, les 120 femmes membres du conseil national, les 9 femmes membres de l'instance exécutive et les 23 femmes députées

du parti à l'Assemblée populaire nationale. Maître Chelouche rejoindra l'avis de la représentante du RND quand elle affirme que «le système des quotas est une étape vers la parité». Loin des discours élogieux de ces femmes politiques, la société civile voit d'un tout autre regard la présence de la femme en politique.

Ainsi, la représentante d'une association de défense des droits des handicapés, affiche clairement «sa désillusion» à l'égard des institutions de l'Etat ayant perdu «toute crédibilité». «Le combat pour les droits des femmes se fait à l'extérieur», dira-t-elle. Mais comment arracher nos droits si «on délègue les femmes pour parler des droits des femmes alors que le pouvoir est détenu par les hommes», conclura amèrement Soumia Salhi de l'UGTA.

Lotfi M.